

MEXIQUE – SIROP DE MAÏS¹

(DS132)

PARTIES		ACCORDS	ÉTAPES DU DIFFÉREND	
Plaignant	États-Unis	Articles 3, 5, 6, 7, 10 et 12 de l'Accord antidumping	Établissement du Groupe spécial	25 novembre 1998
			Distribution du rapport du Groupe spécial	28 janvier 2000
Défendeur	Mexique		Distribution du rapport de l'Organe d'appel	s.o.
			Adoption	24 février 2000

1. MESURE ET PRODUIT EN CAUSE

- Mesure en cause: La mesure antidumping définitive imposée par le Mexique.
- Produit en cause: Le sirop de maïs à haute teneur en fructose («SHTF») en provenance des États-Unis.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONSTATATIONS DU GROUPE SPÉCIAL²

- Article 5.2 de l'Accord antidumping (ouverture d'une enquête): Le Groupe spécial a rejeté l'allégation des États-Unis selon laquelle, en l'espèce, la demande d'ouverture d'une enquête antidumping était incompatible avec l'article 5.2 en raison de l'insuffisance des éléments de preuve de l'existence d'une menace de dommage important. Le requérant est tenu de présenter seulement les renseignements qui peuvent raisonnablement être à sa disposition.
- Article 12.1 de l'Accord antidumping (avis d'ouverture d'une enquête): Le Groupe spécial a rejeté l'allégation des États-Unis selon laquelle l'article 12.1 exigeait de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle traite, dans l'avis d'ouverture de l'enquête, de la définition de la branche de production nationale pertinente.
- Articles 5.3, 5.8 et 6.4 de l'Accord antidumping (ouverture d'une enquête): Le Groupe spécial a rejeté les allégations des États-Unis selon lesquelles: i) le Mexique ne disposait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'une menace de dommage ou d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage pour justifier l'ouverture d'une enquête au titre de l'article 5; et ii) le Mexique n'avait pas agi conformément à l'article 5.8 en ne rejetant pas la demande de la branche de production nationale. Ni l'article 5.3, ni l'article 6.4 n'obligeaient l'autorité chargée de l'enquête à résoudre toutes les questions de fait avant l'ouverture de l'enquête.
- Article 3 de l'Accord antidumping (menace de dommage): Le Groupe spécial a constaté que le Mexique enfreignait l'article 3.1, 3.4 et 3.7 en n'examinant pas tous les facteurs de dommage prévus à l'article 3, parce qu'une enquête visant à déterminer l'existence d'une menace de dommage important requerrait l'examen non seulement des facteurs ayant trait à cette menace, mais aussi des facteurs liés à l'incidence des importations sur la branche de production nationale (article 3.4). Le Groupe spécial a constaté que le Mexique n'avait pas examiné le marché intérieur «dans son ensemble» dans son analyse de la menace de dommage important, comme le prescrit l'article 3.4, examinant une portion seulement de la production de la branche, en violation de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.7. Il a constaté que le Mexique avait enfreint l'article 3.7 i) parce qu'il n'avait pas examiné un fait pertinent dans le contexte de la détermination de l'existence d'une menace et la probabilité d'une augmentation substantielle des importations.
- Article 7.4 de l'Accord antidumping (mesures provisoires): Le Groupe spécial a constaté que l'application de mesures antidumping provisoires au-delà de la période de six mois était incompatible avec l'article 7.4.
- Articles 10 (application rétroactive) et 12 (notification) de l'Accord antidumping: Le Groupe spécial a conclu que la perception rétroactive de droits antidumping définitifs par le Mexique était incompatible avec l'article 10.2 parce que, pour appliquer rétroactivement une telle mesure pour la période d'application des mesures provisoires, il fallait qu'une autorité ait formulé une constatation spécifique selon laquelle, en l'absence de mesures provisoires, l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping aurait donné lieu à une détermination de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale. Le Groupe spécial a aussi constaté une violation de l'article 12, qui énonce les prescriptions concernant l'avis donné au public pour annoncer une détermination finale positive, au motif que la détermination établie par le Mexique ne contenait aucune explication des faits et conclusions qui sous-tendaient sa décision d'appliquer rétroactivement des droits antidumping. Il a aussi constaté que le fait que le Mexique n'avait pas libéré les cautions versées au titre de la mesure provisoire était incompatible avec l'article 10.4.

¹ *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis.*

² Autres questions traitées dans la présente affaire: le fondement juridique de la plainte (article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et article 17.4 de l'Accord antidumping); le mandat (indication des mesures dans le contexte de l'Accord antidumping); le caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial (article 17.5 i) de l'Accord antidumping); les éléments de preuve non versés au dossier (article 17.5 ii) de l'Accord antidumping); les questions relatives à la preuve (référence aux procédures de l'ALENA et aux déclarations alléguées faites pendant les consultations).

MEXIQUE – SIROP DE MAÏS (ARTICLE 21:5)¹

(DS132)

PARTIES		ACCORDS	ÉTAPES DU DIFFÉREND	
Plaignant	États-Unis	Article 3 de l'Accord antidumping	Renvoi au Groupe spécial initial	23 octobre 2000
			Distribution du rapport du Groupe spécial	22 juin 2001
Défendeur	Mexique		Distribution du rapport de l'Organe d'appel	22 octobre 2001
			Adoption	21 novembre 2001

1. MESURE PRISE POUR SE CONFORMER AUX RECOMMANDATIONS DE L'ORD

- La nouvelle détermination par le Mexique de l'existence d'une menace de dommage en rapport avec les droits antidumping définitifs visant les importations de sirop de maïs à haute teneur en fructose («SHTF») en provenance des États-Unis.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONSTATATIONS DU GROUPE SPÉCIAL/DE L'ORGANE D'APPEL²

- Article 3.7 de l'Accord antidumping (probabilité d'une augmentation des importations): L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la nouvelle détermination concluant à la «probabilité d'une augmentation des importations» établie par l'autorité mexicaine était incompatible avec l'article 3.7 i) car celle-ci ne donnait aucune explication motivée des raisons pour lesquelles elle avait conclu qu'il y avait une probabilité d'augmentation substantielle des importations. Il a rejeté l'argument du Mexique selon lequel le Groupe spécial avait appliqué indûment le critère d'examen prescrit à l'article 17.5 et 17.6 de l'Accord antidumping en se fondant sur l'existence d'un prétendu accord souscrit par les embouteilleurs de boissons sans alcool, qui s'engageaient à limiter leur utilisation de SHTF, alors même que l'existence de cet accord de limitation n'avait jamais été établie en fait dans l'enquête nationale. L'Organe d'appel a constaté que l'«établissement» des faits par les autorités chargées de l'enquête, que les groupes spéciaux étaient appelés à évaluer selon les règles énoncées à l'article 17.5 et 17.6 i) de l'Accord antidumping et à l'article 11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, comprenait à la fois des «constatations positives» concernant les événements et des «hypothèses» concernant ces événements faites par ces mêmes autorités au cours de leurs analyses. L'autorité mexicaine étant partie de l'hypothèse que l'accord de limitation existait, il était logique que le Groupe spécial examine les conclusions auxquelles elle était arrivée à partir de la même hypothèse. L'Organe d'appel a aussi constaté que l'hypothèse retenue par le Groupe spécial concernant l'accord de limitation ne constituait pas, en tout état de cause, la base de sa constatation d'incompatibilité au titre de l'article 3.7 i).
- Article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (demande d'établissement d'un groupe spécial): L'Organe d'appel a rejeté la demande du Mexique le priant d'infirmer les constatations de fond du Groupe spécial au motif que celui-ci n'avait pas abordé ni examiné i) l'absence de consultations entre le Mexique et les États-Unis avant le renvoi de la mesure devant le groupe spécial initial; et ii) le fait que les États-Unis n'avaient pas indiqué dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial si des consultations avaient eu lieu. Comme le Mexique n'avait pas indiqué au Groupe spécial qu'il soulevait des objections sur la base de ces questions, celui-ci, en l'espèce, n'avait pas le devoir d'examiner les questions mentionnées par le Mexique. Le Groupe spécial n'était pas davantage tenu d'examiner ces questions de son propre chef, étant donné que l'absence de consultations préalables ou l'absence, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, d'une indication précisant «si des consultations ont eu lieu» ne constituent pas un vice qu'un groupe spécial doit examiner même lorsque les deux parties au différend restent muettes à ce sujet.
- Article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (justifications fondamentales exposées dans le rapport): L'Organe d'appel a confirmé que le Groupe spécial s'était acquitté du devoir qui lui incombait au titre de l'article 12:7 du Mémoire d'accord d'exposer les «justifications fondamentales» de ses constatations. Il a dit que l'article 12:7 du Mémoire d'accord faisait obligation aux groupes spéciaux de fournir des explications et des raisons suffisantes pour faire connaître la justification essentielle ou fondamentale de leurs constatations et recommandations. Pour savoir si les dispositions de l'article 12:7 du Mémoire d'accord étaient respectées, il fallait procéder au cas par cas, et il était des situations dans lesquelles les «justifications fondamentales» d'un groupe spécial pouvaient se trouver dans d'autres documents, tels que le rapport du groupe spécial initial dans le cas d'une procédure au titre de l'article 21:5, pourvu que ces motifs soient cités ou incorporés par renvoi.

¹ Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis.

² Autres questions traitées dans la présente affaire: les articles 3:7 et 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (consultations, etc.); le mandat (procédure au titre de l'article 21:5); le critère d'examen factuel du Groupe spécial (article 17.6 i) de l'Accord antidumping).